

Le contrôle étranger dans l'économie canadienne, 2022

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le mercredi 9 octobre 2024

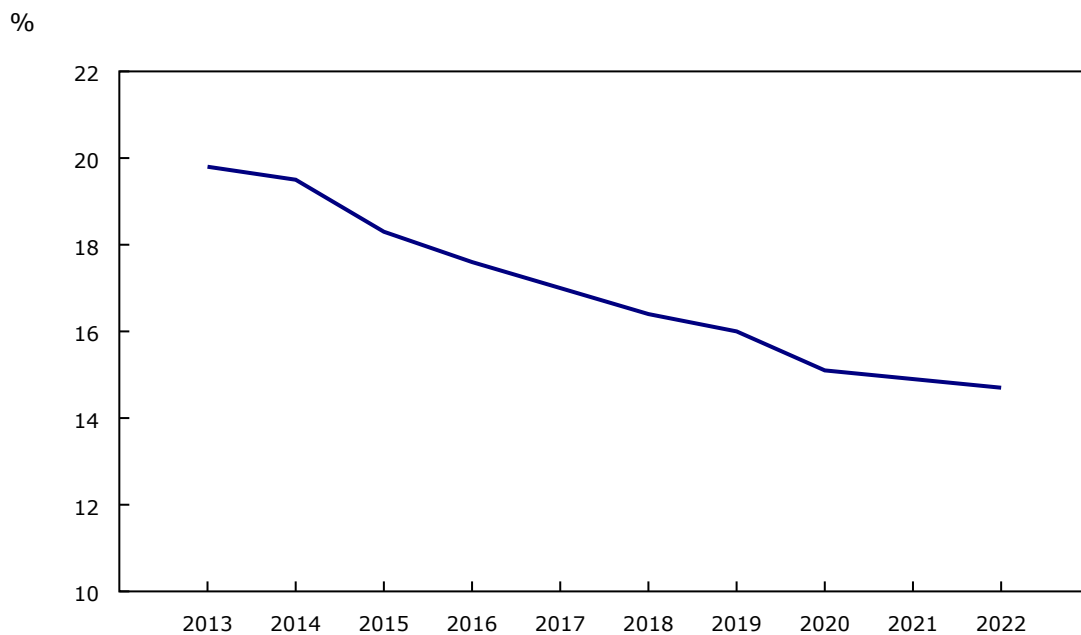
La part des actifs détenus par des entreprises sous contrôle étranger a amorcé une tendance à la baisse en 2007. Cette tendance s'est poursuivie en 2022, la part d'actifs sous contrôle étranger ayant diminué, en baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport à un an plus tôt. Ce recul est principalement attribuable au fait que les actifs des entreprises sous contrôle canadien se sont accrus à un rythme plus rapide que les actifs des entreprises sous contrôle étranger.

Statistique Canada publie aujourd'hui le rapport annuel intitulé « *Loi sur les déclarations des personnes morales, 2022* », lequel fournit des renseignements sur l'étendue du contrôle étranger dans l'économie canadienne pour l'année 2022.

L'« *Outil de visualisation : le contrôle étranger dans l'économie canadienne* » offre un survol complet de l'évolution du contrôle étranger au sein des sociétés canadiennes au cours d'une année donnée.

Graphique 1

Parts des actifs sous contrôle étranger, toutes les branches d'activité, 2013 à 2022



Source(s) : Tableau [33-10-0570-01](#).

La part des actifs détenus par les entreprises sous contrôle étranger au Canada diminue

Les entreprises sous contrôle étranger et sous contrôle canadien exerçant des activités au Canada détenaient ensemble 17 billions de dollars d'actifs en 2022.

Les actifs sous contrôle canadien ont été évalués à 14,5 billions de dollars et les actifs sous contrôle étranger, à 2,5 billions de dollars, ce qui signifie que les entreprises sous contrôle canadien (85,3 %) détenaient une plus grande part d'actifs que les entreprises sous contrôle étranger (14,7 %).



D'une année à l'autre, soit de 2021 à 2022, les entreprises sous contrôle canadien ont enregistré une plus forte croissance de leurs actifs (+7,0 %) que les entreprises sous contrôle étranger (+5,3 %).

Les États-Unis détiennent la plus grande part des actifs sous contrôle étranger au Canada

Selon les données recueillies en vertu de la *Loi sur les déclarations des personnes morales*, les entreprises au Canada sont contrôlées par des entités provenant de plus de 90 pays. Toutefois, en 2022, huit pays détenaient à eux seuls 87 % de ces actifs sous contrôle étranger.

Les entreprises sous le contrôle des États-Unis détenaient encore la plus grande part globale des actifs sous contrôle étranger au Canada (52,3 %), suivies des entreprises sous le contrôle du Royaume-Uni (11,1 %), puis de celles sous le contrôle du Japon (7,0 %).

Selon la macrorégion géographique, les entreprises des Amériques (54,1 %) détenaient la majorité des actifs sous contrôle étranger en 2022, suivies des entreprises d'Europe (29,4 %), puis des entreprises d'Asie (14,8 %).

Les entreprises sous le contrôle de pays des Amériques ont enregistré un ralentissement du taux de croissance de leurs actifs, celui-ci ayant diminué de moitié pour passer de 10,6 % en 2021 à 5,3 % en 2022.

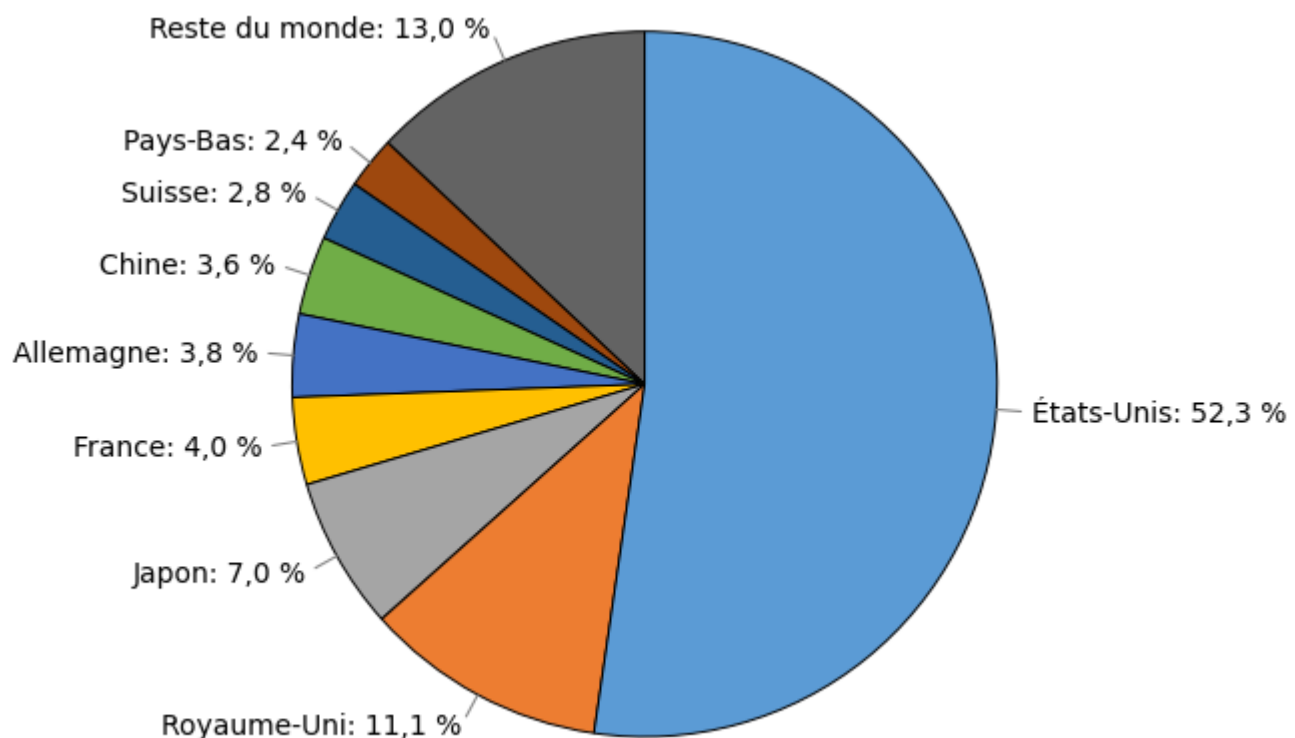
Les actifs des entreprises sous contrôle européen ont affiché en 2022 (+4,2 %) leur croissance la plus prononcée depuis 2018.

Quant aux actifs des entreprises sous contrôle asiatique, leur croissance s'est accélérée pour passer de 4,4 % en 2021 à 6,5 % en 2022.

Les secteurs du commerce de gros (47,4 %), de la fabrication (44,1 %), de l'extraction de pétrole et de gaz (36,5 %) et de l'extraction minière et de l'exploitation en carrière (30,3 %) représentaient les plus grandes parts du contrôle étranger en 2022, mesurées en fonction des actifs des industries non financières.

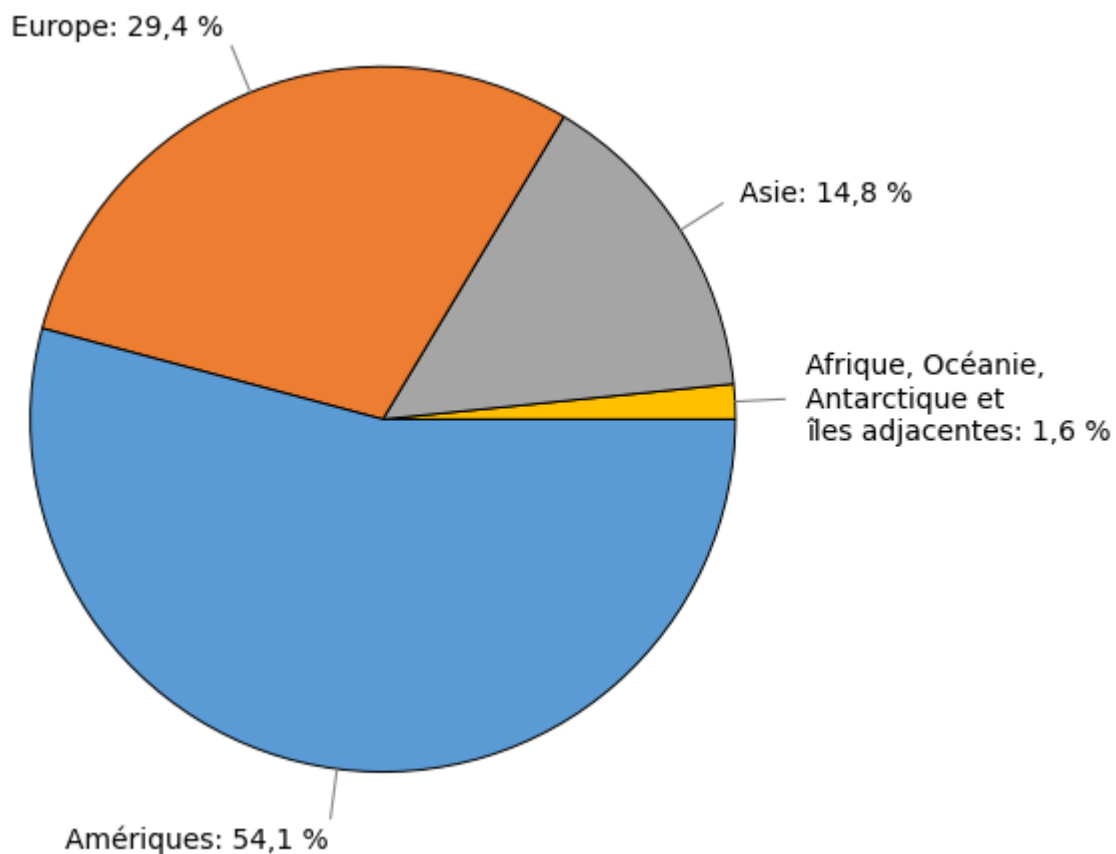
Parmi l'ensemble des industries financières, celle de l'intermédiation financière non faite par le biais de dépôts (45,4 %) demeurait en 2022 celle ayant le niveau de contrôle étranger le plus élevé.

Infographie 1 – Actifs sous contrôle étranger selon le pays, toutes les branches d'activité, 2022



Source(s) : Tableau 33-10-0570-01.

Infographie 2 – Actifs sous contrôle étranger selon les macrorégions, toutes les branches d'activité, 2022



Source(s) : Tableau 33-10-0570-01.

Saviez-vous que nous avons une application mobile?

Téléchargez notre application mobile et accédez rapidement aux données du bout des doigts! L'application [StatsCAN](#) est offerte gratuitement dans l'[App Store](#) et sur [Google Play](#).

Note aux lecteurs

Sous l'autorité du ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, Statistique Canada applique la Loi sur les déclarations des personnes morales, qui requiert la collecte de renseignements sur la situation financière et la propriété des sociétés exerçant des activités au Canada. Cette information sert à évaluer l'étendue du contrôle de l'économie des sociétés canadiennes par des non-résidents.

En vertu de la Loi sur les déclarations des personnes morales, un rapport résumant l'étendue du contrôle étranger dans l'économie canadienne doit être présenté chaque année au Parlement.

Les renseignements financiers sur le contrôle étranger dans l'économie canadienne sont dérivés de données administratives provenant de l'Agence du revenu du Canada. Ces renseignements sont fondés sur les états financiers produits par les sociétés accompagnant leur déclaration annuelle de revenus. Pour cette raison, il y a un délai de deux ans quant à la période de référence.

Les présentes statistiques sont compilées à partir de données sur les entreprises. Une entreprise peut être une société unique ou un regroupement de sociétés sous une même propriété ou un même contrôle, et pour lequel des états financiers consolidés sont produits.

Ce rapport est axé principalement sur la propriété des actifs comme base de mesure du contrôle étranger, car l'actif donne une perspective à plus long terme. L'actif est un élément de stock qui reflète les décisions économiques et les conditions du marché dont l'évolution est généralement plus lente. Statistique Canada suit également le mouvement des revenus et des bénéfices sous contrôle étranger au cours des mêmes périodes.

Tableaux disponibles : [33-10-0005-01](#) et [33-10-0570-01](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2503](#).

Le rapport intitulé *Loi sur les déclarations des personnes morales, 2022* ([61-220-X](#)) est maintenant accessible.

La version 2022 du produit *Liens de parenté entre sociétés* ([61-517-X](#)) est maintenant accessible.

Le produit de visualisation des données intitulé *Outil de visualisation : le contrôle étranger dans l'économie canadienne* ([71-607-X](#)) est maintenant accessible.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias (statcan.mediahotline-ligneinfomedias.statcan@statcan.gc.ca).